

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2022
Société SCAPARF
Commune de Ressons-sur-Matz**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (modifié par l'arrêté du 25 mai 2016) relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment les articles 28 à 44 de la Section V - Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux installations rubrique n° 4510 soumises à déclaration et notamment son article 2.9 qui prévoit que : *« Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément au point 5.7 et au titre 7 »* ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1530, n° 1532, n° 2662 ou n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 1511, n° 1530, n° 1532, n° 2662 et n° 2663 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 autorisant la société SCAPARF à exploiter une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 autorisant la société SCAPARF à exploiter une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz ;

Vu les arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires du 10 mai 2023 et du 12 mars 2024 pour la poursuite d'exploitation de la société SCAPARF à Ressons-sur-Matz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu la modification portée à la connaissance de la préfecture le 27 octobre 2025 par la société SCAPARF concernant la modification du tableau de capacité de stockage du bâtiment ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2025 ;

Vu le courriel adressé le 5 janvier 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses éventuelles observations sur le projet d'arrêté ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel le 6 janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société SCAPARF sollicite la modification du tableau de capacité de stockage du bâtiment, afin que celui-ci soit en corrélation avec le besoin réel de stockage de produits dangereux pour l'environnement, sans impact sur le stockage de produits inflammables, au sein de la cellule B4 ;
2. il n'y a pas de modification sur le classement ICPE/IOTA actuel du site SCAPARF ;
3. le site SCAPARF de Ressons-sur-Matz reste classé Seveso Seuil Bas ;
4. aucun impact significatif et aucune modification des impacts sur l'environnement n'est porté par rapport à la situation réglementée dans les arrêtés préfectoraux du 6 août 2021, du 1 septembre 2022, du 10 mai 2023 ou du 12 mars 2024 ;
5. il n'y a aucun danger supplémentaire pour l'environnement (pas de nouveaux phénomènes dangereux significatifs) ;
6. le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;
7. la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
8. il y a lieu de modifier et fixer des prescriptions complémentaires.
- 9.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société SCAPARF dont le siège social est situé rue de Gournay - 60490 Ressons-sur-Matz, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz, à la même adresse, un entrepôt logistique, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS MODIFIÉES

Les prescriptions de l'article 8.4.1 de l'arrêté complémentaire du 1 septembre 2022 sont modifiées comme suit :

Le tableau ci-après détaille la capacité de stockage du bâtiment.

				Quantités affectées aux produits courants (en m³)						Quantités affectées aux produits classés (en t)								
				V entre pôt	Papier / carton	Palettes / bois	Plastiques			Aérosols		Inflammables			Dangereux pour l'env.		Combustibles	
Désignation	Surface utile	Volum (en m³)	EPR disponibles	1510	1530	1532	2662	2663.1	2663.2	4320	4321	4330	4331	1436	4510	4511	4440	4441
TOTAL sur site				319013	58914	58914	58914	58914	58914	256	256	20	2004	2004	57	350	1,9	1,9
Cellule B1	7994	106640	12834	106640	19251	19251	19251	19251	19251	< D	< D	< D	< D	< D			1,9	1,9
Cellule B2	10750	143405	17874	143405	26811	26811	26811	26811	26811	< D	< D	< D	< D	< D			1,9	1,9
Cellule B3	1733	23118	2556	23118	3834	3834	3834	3834	3834	255,6	255,6							
Cellule B3	1733	23118	2556	23118	3834	3834	3834	3834	3834	< D	< D	< D	< D	< D			1,9	1,9
Cellule B4	3437	45850	6012	45850	9018	9018	9018	9018	9018			20	2004	2004	30	200		

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens :

- 1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;
- 2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de la notifier au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci de verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Ressons-sur-Matz pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Ressons-sur-Matz fait connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Ressons-sur-Matz, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 30 JAN. 2026
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires

Société SCAPARF

Le Sous-préfet de Compiègne

Le Maire de la commune de Ressons-sur-Matz

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

